

## Total a retenu 4 consortiums en vue de céder TIGF-sources

[LES ECHOS / REUTERS 23/11 /2012](#) | 13:55

**EDF, Axa PE, la CDC et Enagas font partie des consortiums-sources TIGF valorisé autour de E2,5 mds -sources. Le candidat final sera désigné à la mi-janvier-sources**

Total a retenu quatre consortiums pour poursuivre les discussions sur la cession de sa filiale de transport et de stockage du gaz TIGF, après avoir reçu sept offres de reprise vendredi dernier, ont indiqué à Reuters trois sources proches du dossier. Le groupe pétrolier français devrait désigner vers la mi-janvier le candidat final pour la reprise de TIGF, société valorisée entre 2,3 et 2,7 milliards d'euros, ont ajouté deux des sources.

"Total cherche à vendre l'intégralité de TIGF mais le groupe pourrait conserver à court terme entre 5% et 10% du capital de sa filiale en raison de la sensibilité sociale et politique du dossier", selon l'une des sources proches des négociations. Selon ces sources, pour former leur consortium, [EDF](#) s'est associé au fonds singapourien GIC et au groupe italien Snam spécialisé dans le transport du gaz naturel, tandis qu'[Axa Private Equity](#), filiale d'Axa, s'est entouré de Predica, filiale d'assurance du [Crédit agricole](#) et d'Adia, le fonds souverain d'Abou Dhabi.

La Caisse des dépôts (CDC), sa filiale CDC Infrastructures et le groupe belge de transport de gaz naturel Fluxys ont de leur côté constitué le troisième consortium retenu par Total.

L'Espagnol Enagas s'est quant à lui associé au fonds canadien Borealis. Personne n'était joignable dans l'immédiat chez Total pour commenter ces informations.

### UN GOUVERNEMENT ATTENTIF

Ce projet de mise en vente de TIGF s'inscrit dans le cadre du programme de Total de céder pour 15 à 20 milliards de dollars d'actifs (environ 11,5 à 15,4 milliards d'euros), ce qui doit permettre au groupe de financer ses investissements et de doper sa génération de trésorerie. (voir )

Si la direction de Total semble vouloir aller vite sur ce dossier, la mise en vente de TIGF se heurte néanmoins à une certaine hostilité des syndicats des salariés de la filiale. Ceux-ci estiment notamment que l'Etat devra valider le choix du repreneur de la société, qui est active dans 15 départements du sud-ouest de la France et assure 13,2% du transit des volumes de gaz nationaux. et

Selon les sources proches des discussions, le repreneur de TIGF devra d'ailleurs avoir un point d'ancrage en France, ce qui leur fait dire que la partie sera compliquée pour le consortium emmené par Enagas.

"Cela va être chaud pour des candidats non français", estime ainsi une source bancaire. Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a d'ailleurs indiqué jeudi que le gouvernement serait très attentif au sort de TIGF compte tenu des obligations de service public de la société.